

Laurence Demonet: « On ne nous forcera pas la main »

Pour la vice-présidente de la Région chargée de la formation et des parcours de vie, la réflexion doit être menée « au service des élèves. »

Le dialogue est-il rompu avec le rectorat ?

Laurence DEMONET :
« Ce qui se passe est grave. Ni le recteur, ni ses services ne sont en cause en tant que tels, c'est la manière dont est mené mécaniquement le démontage du service public d'éducation, sans tenir aucun compte des réalités économiques, humaines, en dehors de toute concertation qui est scandaleuse. »

Alors que le contrat de plan des formations doit être formalisé entre Région, rectorat et préfecture en juin, les discussions peuvent-elles avancer ?

« Nous sommes au travail ! Une consultation de l'ensemble des acteurs de la chaîne de formation a été engagée, dans les territoires. Ce document engagera l'ensemble des signataires : il doit être bien pensé et les engagements qu'il stipulera devront être tenus. Il s'agit de savoir quelles compétences nous voulons, dans quels bassins, avec quelle organisation etc. Le projet sera présenté le 18 mars prochain pour un vote de la convention d'application en juin. C'est une opportunité de s'inscrire dans quelque chose de constructif au service des élèves, malgré le contexte. »

En repensant le réseau des établissements ?

« Il faut avoir le courage de le dire : oui, il faut réfléchir à



Laurence Demonet : « Le moment de se prononcer sur des fermetures n'est pas venu. »

Photo Clotilde VERDENAL

adapter le réseau. Mais ceux qui stigmatisent la Région et lui reprochent de ne pas l'avoir fait évoluer oublient un peu vite que la situation actuelle est le fruit de notre histoire. Et puis il y a quand même pas mal de cynisme à regarder les moyens partir en attendant que le président de la Région, parce que la loi le dit, demande au préfet de fermer des établissements ! Nous ne voulons pas nous laisser forcer la main de cette façon. »

Le statu quo n'est-il pas en train de devenir intenable ?

« À qui le dites-vous ! Je rappelle que la Région est également comptable de l'argent

public qu'elle investit en équipements dans un réseau que l'on assèche méthodiquement en ce moment. Il est certain que nous allons devoir remettre à plat notre plan pour ne pas investir là ou, demain, il n'y aura plus de moyens pour assurer les formations. On voit clairement ce qui se passe, une dizaine d'établissements au moins sont ciblés par les réductions mais notre position pour l'heure est claire : le moment de se prononcer sur des fermetures n'est pas venu. »

Propos recueillis par
Hervé BOGGIO.

Etablissements fragilisés

Les noms d'une dizaine d'établissements circulent, même si, tant du côté de la Région que du rectorat, on refuse de désigner les lycées et/ou collèges fragiles.

Cependant, en raison d'effectifs très faibles, certains lycées professionnels ou sections d'enseignement professionnel notamment semblent dans l'œil du cyclone : le LP Marcel-Goulette de Charmes (129 élèves) ; le LP de la Haute Moselotte à Saulxures-sur-Moselotte (137 élèves) ; le LP Fulgence-Bienvenu d'Auboué (88 élèves) ; le LP Paul Dassenoy de Morhange (115 élèves) ; les SEP des lycées de Commercy, Pierre-Mendès-France à Épinal ou encore Jean-Hanzelet à Pont-à-Mousson.

Le LP Joseph-Cressot de Guénange (170 élèves) sur lequel a pesé un projet de fermeture il y a trois ans apparaît fragilisé malgré des investissements récents.

Viennent encore les cas de Gaspard-Monge à Hayange qui n'accueille que 54 élèves et celui de Jouffroy-d'Abbans à Moyeuville-Grande dont la section carrière médico-sociale, attractive, n'a pas été transformée en bac pro, ce qui fait peser une hypothèque importante sur son avenir à court terme.

Quatre syndicats appellent à la grève

Plusieurs syndicats de l'Éducation nationale organisent une journée d'action ce jeudi dans l'ensemble des établissements scolaires, pour protester contre les réductions d'effectifs et les difficultés actuelles pour remplacer les professeurs absents.

Soutenus par la fédération de parents d'élèves FCPE, le SNUipp-FSU, l'UNSA, le SGEN-CFDT et la CGT appellent les enseignants à une journée de grève. L'intersyndicale organise également des manifestations en début d'après-midi à Metz (inspection académique), Nancy (place Maginot), Bar-le-Duc et Epinal.

Une deuxième journée de « mobilisation collective » est

annoncée pour le samedi 19 mars. Mais en soulignant une « situation d'urgence », le SNUipp estime que « l'école ne peut attendre ».

Des états généraux

Un « Grenelle de la formation professionnelle en Lorraine » est indispensable pour surmonter la « marche à l'aveugle » imposée aux lycées professionnels, affirme la CFDT Lorraine. À défaut de l'ouverture d'une réflexion rassemblant tous les partenaires concernés, la CFDT a décidé de boycotter l'élaboration du contrat de plan régional de développement des formations professionnelles 2011-2015.